

Gérer une crise : le virus Ebola au Libéria



par

Alieu Fuad Nyei

**Ministère des Finances et de la Planification du
développement**

7 mars 2017



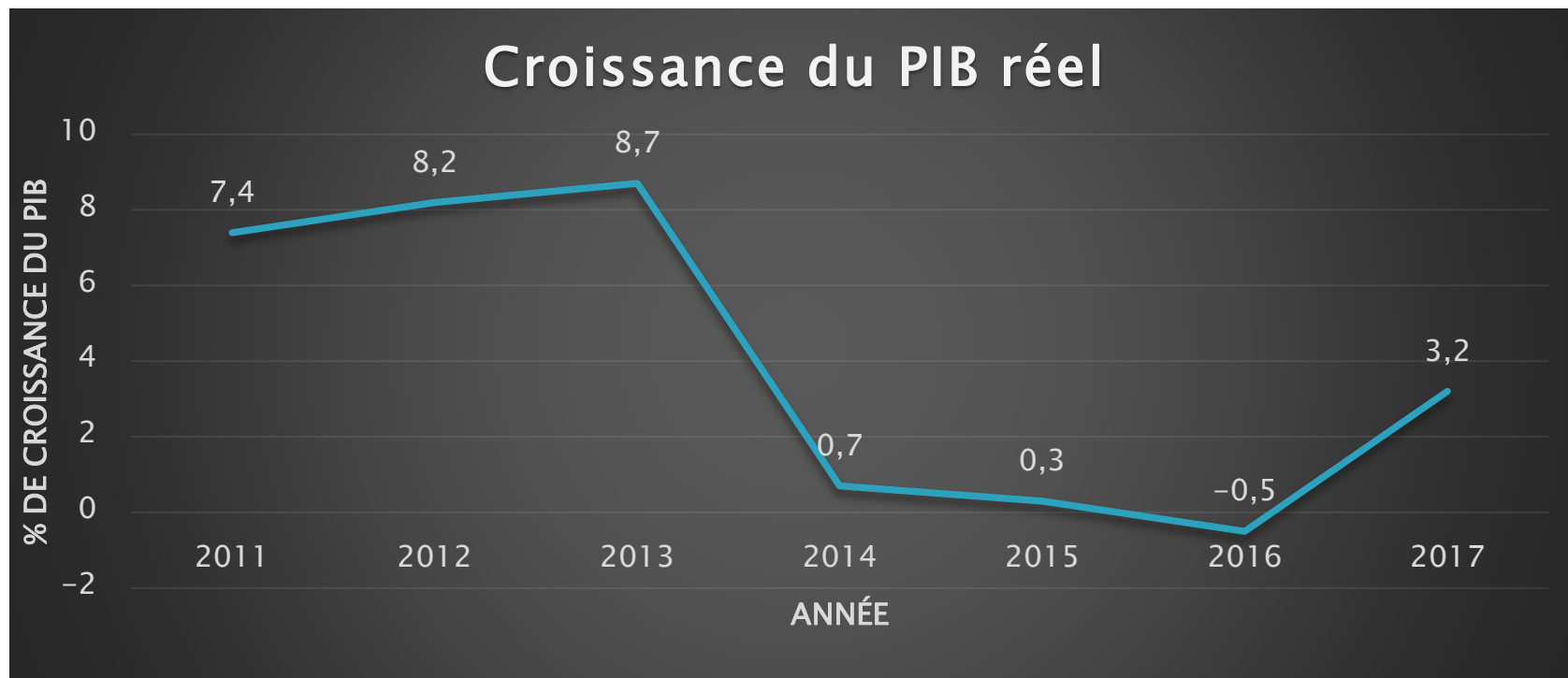
APERÇU

- ▶ Contexte macroéconomique
- ▶ Surmonter la crise
- ▶ Reprise lente après l'Ebola
- ▶ Renforcer la résilience budgétaire



CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

La maladie à virus Ebola (Ebola) a atteint le Libéria en mars 2014 mais elle n'est devenue une urgence de santé publique qu'en juillet 2014 suite à une hausse de nouveaux cas.

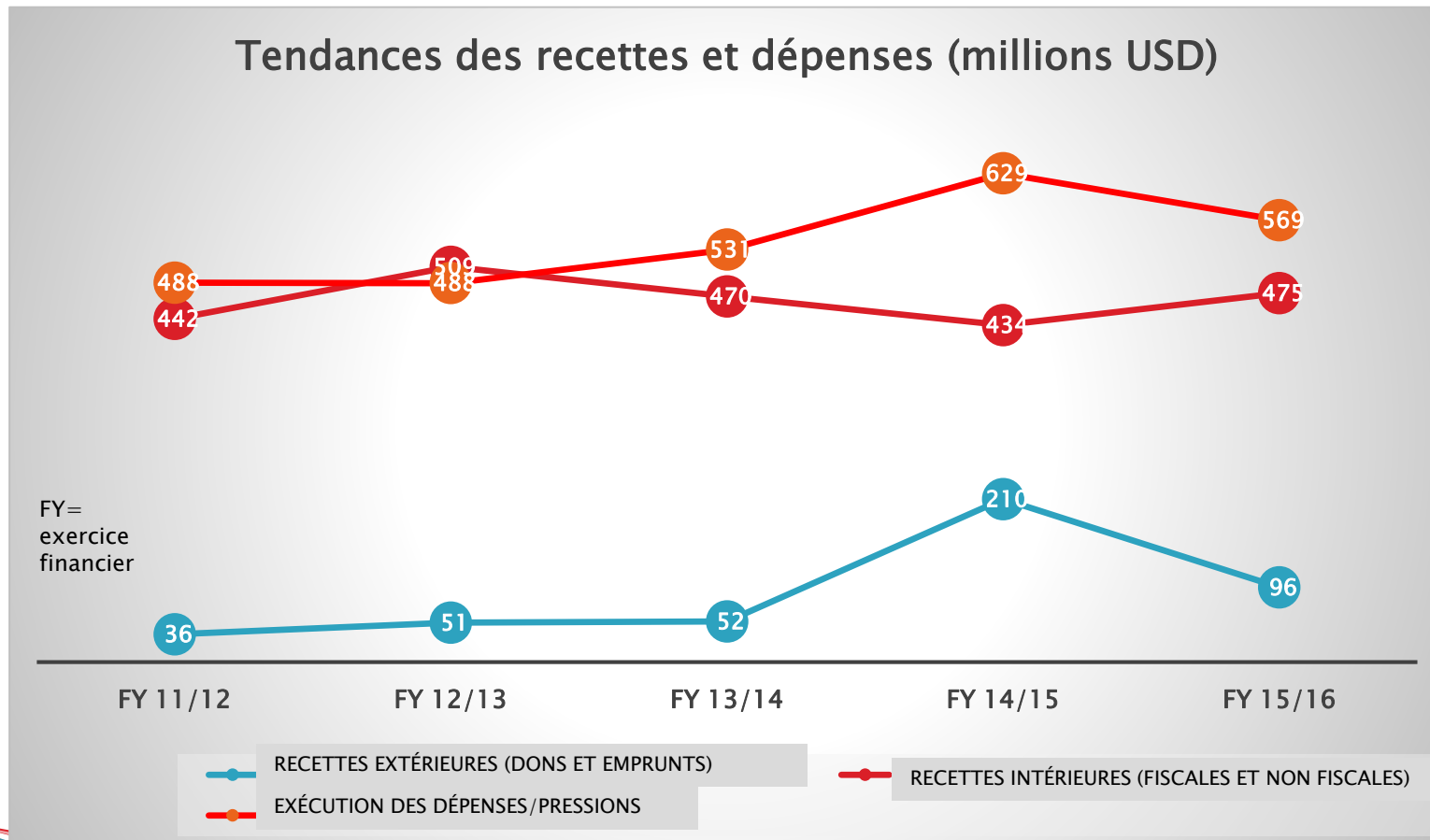


La croissance économique a chuté à moins de 1% en 2014 avant de devenir négative fin 2016.



CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE (SUITE)

Les recettes intérieures ont diminué de 8 % mais les recettes extérieures (principalement les dons) ont augmenté de plus de 300 %, ce qui a permis au Gouvernement du Libéria d'accroître les dépenses publiques.



SURMONTER LA CRISE

- ▶ *Juguler l'épidémie d'Ebola a nécessité des fonds considérables, dépassant de loin les ressources publiques disponibles. Par conséquent une stratégie clairement définie et chiffrée était nécessaire pour attirer les fonds des donateurs.*

- ▶ *Définition d'une stratégie d'intervention contre la maladie à virus Ebola*
 - Élaborer la stratégie nationale d'intervention contre Ebola
 - Mettre en place un fonds national d'affectation spéciale dédié à Ebola
 - Mettre au point le Programme de stabilisation et de reprise économique (ESRP)

- ▶ *Mobilisation parlementaire forte*
 - Avant-projet de budget déjà présenté au législatif lorsque la crise s'est aggravée en juillet 2014
 - Tous les projets d'investissement de capitaux suspendus, sauf ceux directement liés à la lutte contre Ebola
 - Réduction des activités ordinaires des ministères et agences puisque plus de la moitié des fonctionnaires étaient restés chez eux
 - Augmentations des affectations destinées à la santé, aux infrastructures et à la sécurité
 - Budget approuvé en décembre 2014



SURMONTER LA CRISE (SUITE)

▶ Mesure(s) de politique fiscale

- Décret sur la suspension des droits applicables au matériel importé pour la lutte contre la maladie à virus Ebola

▶ Dépenses publiques ciblées

- Les décaissements pour le secteur de la santé inscrits au budget ont augmenté de 60 %
- Les dépenses du secteur de la sécurité ont augmenté de 26 % suite à l'acquisition de moyens logistiques d'intervention
- Les dépenses pour les infrastructures ont augmenté de plus de 100 % pour éviter les faillites bancaires

▶ Forte mobilisation au sein du Gouvernement libérien, parmi les donateurs, le public

- Réunions régulières du conseil des ministres et de l'équipe de gestion économique pour fournir des mises à jour budgétaires et adopter ou réviser les mesures politiques existantes
- Réunions régulières avec les fonctionnaires du budget et des finances au sein des ministères et des agences concernant les mesures politiques adoptées
- Réunions de presse régulières, rencontres avec les responsables des médias, la société civile, la jeunesse et les dirigeants étudiants



REPRISE LENTE APRÈS EBOLA

- ▶ *La fin de l'épidémie d'Ebola au Libéria a été déclarée en juin 2015.*
- ▶ *Impacts budgétaires pour l'exercice 2015/16*
 - L'aide étrangère qui avait protégé les dépenses publiques est réduite de moitié
 - La chute des prix du minerai de fer et du caoutchouc dans le monde a réduit les investissements de capitaux ; par conséquent les recettes provenant des redevances sur le minerai ont diminué de 67 %
 - D'autres risques liés aux recettes incluaient le retrait de la MINUL (Mission des Nations Unies au Libéria) et les élections de 2017
 - Estimations budgétaires revues à la baisse, réduites de 70 millions après l'établissement du profil des risques budgétaires

Toutefois,

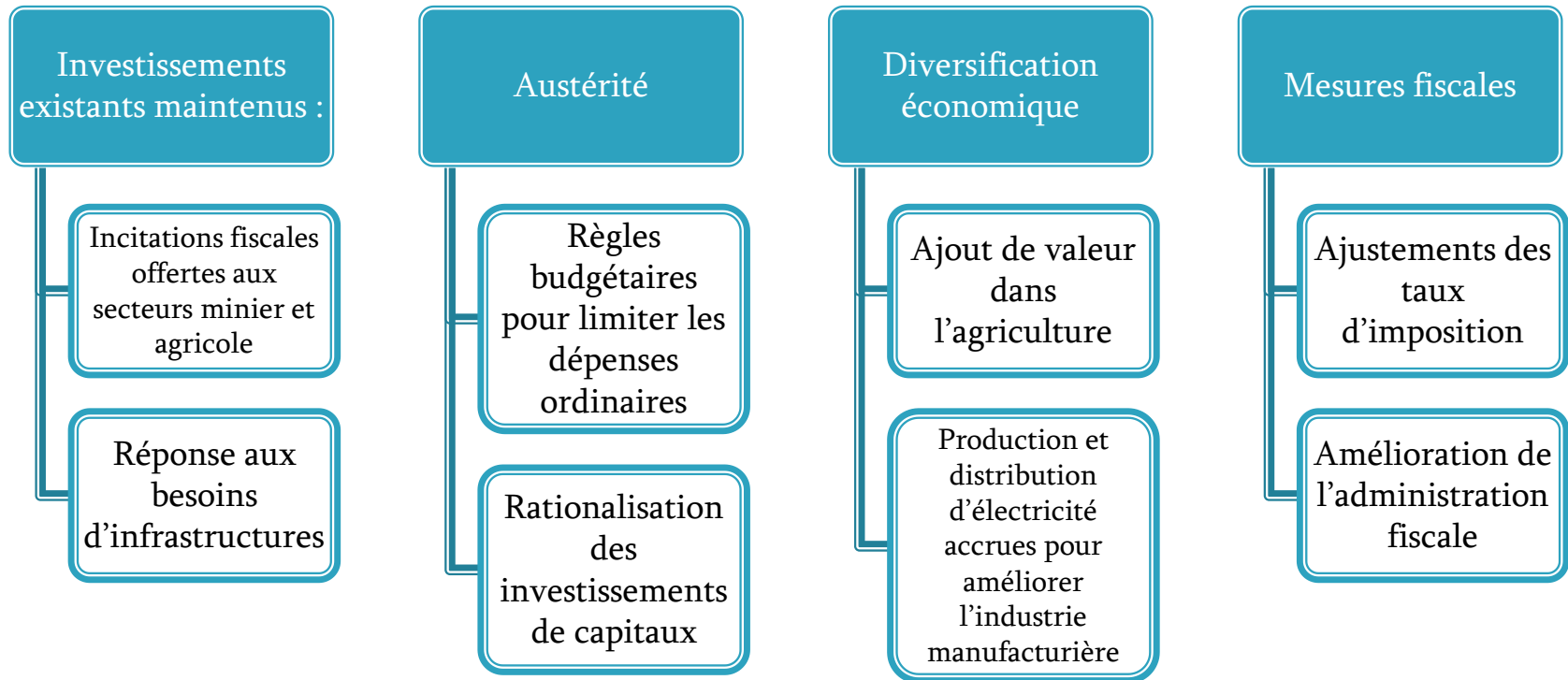
- ▶ *Les pressions budgétaires continuent de monter*
 - Migration du personnel de santé auparavant payé par les partenaires du gouvernement vers la masse salariale de ce dernier
 - Budget des élections
 - Coût de financement de la sécurité élevé pendant la transition en prévision du retrait définitif de la MINUL

Donc,

- ▶ *Le budget de l'exercice 2015/16*
 - Réduit à 622 millions USD par rapport à l'estimation de 635 millions USD l'année précédente
 - Achats de biens et services courants réduits d'environ 35 %
 - Mais la rémunération des employés continue d'augmenter



RENFORCER LA RÉSILIENCE BUDGÉTAIRE



MERCI

